

Les grands courants de pensée actuelles

Libéral :

Il véhicule le modèle **néo-libéralisme mondialisé** qui s'impose dans les années 80, réorganise le capitalisme à l'échelle mondiale et met la **Ploutocratie**¹ aux commandes.

Elle propose « les réformes » qui remettent en cause le **contrat social issu de la Résistance**. (Programme du Conseil National de la Résistance), porté par le Gaullisme en France et la social-démocratie en Europe.

Progressivement, l'**approche gaulliste** disparaît au profit du modèle libéral.

Son discours fait l'éloge de la richesse et du profit capables, par l'investissement, de faire repartir l'économie, la consommation, le pouvoir d'achat... et condamne l'État « source des problèmes » (Par l'impôt, la protection sociale, il empêcherait le « bon » fonctionnement du marché).

Dans cette mouvance, un courant **Libertaire de droite** pousse l'individualisme libéral à son paroxysme prônant la disparition des États et la liberté totale au marché.

Comme ce discours ne correspond pas aux attentes de la grande majorité, elle le présente comme une contrainte extérieure (mondialisation, directives européennes...). « Il n'y a pas d'autre alternative »

- La crise de 2008, a fortement discrédité ce courant. Le « *travailler plus pour gagner plus* » passe difficilement quand le chômage augmente, les entreprises licencient et le pouvoir d'achat de la majorité des citoyens diminue. L'État social (rejeté dans ce modèle) apparaît, y compris chez ses adeptes, comme un meilleur amortisseur social de crise.

Libéralisme social ou social-libéralisme

Courant très étendu, il va de la droite sociale, à une partie de la gauche en passant par le centre. Il intègre l'ancienne démocratie chrétienne et une grande partie des socialistes.

Il *adhère au marché régulateur* et *au capitalisme* mais considère que l'État, s'il doit servir l'entreprise, productrice de richesse, doit également fixer des règles aux lois du marché.

Dans ce courant, les différences de sensibilité portent essentiellement sur deux axes

- le *niveau* de protection sociale et d'intervention de l'État et des Collectivités Territoriales
- *la part de compétences à laisser à chaque nation* et celle à *gérer en commun* au niveau de l'Union Européenne.

Les socialistes français »

Dès 1983 ils abandonnent le projet socialiste (révolutionnaire), **rejoignent la sociale démocratie européenne** au moment où celle-ci abandonne ses bases² et adhèrent au **Libéralisme social** ou **social-libéralisme** (marché régulateur à l'échelle Européenne et États au service des marchés)

C'est : *la « gauche moderne », « gauche gestionnaire », « gauche responsable »* totalement acquise à l'économie de marché.

Sa base sociale a changé, ce n'est plus la classe ouvrière et les milieux populaires, mais les classes moyennes et supérieures.

1 Ploutocratie : « *Un état de société où la richesse est le nerf principal des choses* » Ernest RENAND philosophe, historien du XIXème siècle.

2 Voir plus haut : La « *sociale démocratie* » page 5

L'idéologie technocratique :

Elle irrigue tous les grands partis politiques, les médias, et progressivement la pensée commune. L'économie, le social, le politique obéissent à des lois qui s'imposent à tous. « *Il n'y a pas plusieurs choix de société possible.* »

La vie politique n'est plus une affaire d'idéologie, de choix permettant de trancher entre des **intérêts antagonistes**, c'est une affaire de gestion. « La politique est devenue une technique. » La complexité de la société suppose des « spécialistes », en politique comme ailleurs. Le politique est trop complexe pour le laisser entre les mains du peuple.

Forces sociales : « élites » instruites, cadres intermédiaires et supérieurs d'origine de droite ou de gauche

Ces forces sociales, essentiellement salariées, gèrent les intérêts des classes dominantes et justifient l'ordre en place au nom de la rationalité, de l'efficacité.

Pour ce courant, la coupure gauche droite est dépassée. La « *Gauche responsable* », « *gauche de gouvernement* », « *moderne* »... et la « droite » qui n'est pas extrême se rejoignent.

L'Extrême Droite nationaliste³ :

La crise de 1973, fait resurgir inquiétudes et craintes du lendemain. Comme dans les années 1930, ces peurs favorisent la xénophobie et les replis identitaires et nationalistes un peu partout en Europe. Comme dans les années 30, l'extrême droite se nourrit de la crise et s'appuie sur *l'inquiétude populaire*.

En France, sous le boisseau depuis la fin de la guerre d'Algérie, elle revient avec le **Front National**.

- Elle désigne l'étranger, l'immigré, le chômeur, l'ayant droit..... l'Europe ou l'€uro... comme bouc émissaire, cause de tous les maux et
- se présente comme un pouvoir fort capable de chasser la classe politique en place (l'UMPS).

La réorganisation du capitalisme à l'échelle mondiale et ses conséquences sociales dévastatrices pour l'emploi donnent du grain à moudre à ce courant.

Les choix néo-libéraux Européens, qui renforcent la pauvreté des plus pauvres, et font payer aux peuples la crise provoquée par les banques offre une opportunité pour justifier le **nationalisme**.

- Le discours xénophobe et les critiques de l'Europe *dissimulent un programme économique et social qui s'inscrit dans les valeurs libérales* : propriété, ordre, réduction des dépenses publiques, allègement du « coût du travail », remise en cause des revenus de substitution, stigmatisation de la « fraude sociale », sans aucune proposition contre « la fraude fiscale », pour une redistribution plus juste des richesses, ou sur les taux d'intérêts payés aux banques privées.

La transition de génération entre le père et le fille Le Pen à la tête du FN, permet au parti d'extrême droite de repenser son discours et de faire oublier ses liens avec les régimes au pouvoir pendant la dernière guerre.

- *Les classes populaires*, les plus victimes de la mondialisation néo-libérale, déçues par la droite et la gauche qui ont exercé le pouvoir, adhèrent au discours du bouc émissaire.

³ Voir la présentation de l'extrême droite dans **Les courants de pensée qui structurent la vie politique en France** évolution

les courants d'opposition au modèle dominant

La « gauche de gauche⁴ »

La disparition du bloc de l'est et l'adhésion de la sociale démocratie au libéralisme-social a laissé la gauche désemparée.

Un front du refus au modèle européen proposé dans le projet de Traité Constitutionnel en 2005⁵ a permis aux forces sociales qui n'adhèrent pas à l'idéologie libérale de se retrouver autour de la remise en cause des choix politiques de l'Union Européenne et pour la défense du contrat social né avec le **Programme du Conseil National de la Résistance** :

Un *État* qui garantisse

- une *protection sociale généralisée* (santé, vieillesse, handicap,...)
- une *justice sociale* assurée par une *meilleure répartition des richesses*
- des *services publics* permettant l'égalité entre tous les citoyens : éducation, énergie, déplacement et investissement d'avenir

Ce front du refus de gauche⁶ est divisé à cause des clivages historiques entre les courants hérités de l'histoire ouvrière et les intérêts des Partis.

Forces sociales : une partie des classes moyennes et des milieux populaires.

Le communisme, a adhéré au dépassement du capitalisme par les urnes (élections démocratiques) en abandonne la dictature du prolétariat. Après la chute du mur de Berlin (décembre 1989), le PC n'a plus de référence internationale et se cherche.
Il garde la référence culturelle au rôle déterminant du « **Parti** ».

L'écologie politique :

Les *modèles productivistes* autour de la religion de la *croissance* sont toujours dominants⁷, mais les effets négatifs sur la santé et sur le climat de notre mode de développement, conduisent de plus en plus de personnes à modifier leur consommation et leur forme de vie.

La pensée écologiste qui entend retrouver l'**harmonie de l'homme** dans la nature progresse.

- Elle remet en cause la logique productiviste, la société de consommation, le nucléaire, les OGM, et les investissements du « toujours plus ».
- Elle considère que le coût de la fatigue, du stress, de la perte de liberté dans le travail... et les effets destructeurs sur la planète du modèle dominant doivent être pris en compte pour repenser l'organisation sociale .
- Elle propose des choix qui privilégient les économies d'énergie, la fabrication de biens durables, l'autonomie alimentaire et la diminution du temps de travail.
- Invite chacun à privilégier une « *sobriété heureuse*⁸ » pour une meilleur qualité de vie pour tous.

La révolution copernicienne de la pensée nécessaire à la prise en compte de la finitude de la terre, n'a pas encore eu lieu, mais l'écologie politique fait son chemin.

Base sociale : classe moyenne et une partie de la jeunesse

4 La formule est du sociologue Pierre BOURDIEU

5 le « *marché libre et non faussé* » comme régulateur à l'échelle Européenne

6 Il existe également un refus de la droite nationaliste

7 Voir la présentation de l' Écologie politique dans **Les courants de pensée qui structurent la vie politique en France** (évolutions)

8 La formule est de Pierre RABHI paysan, philosophe membre de ce courant

Le modèle Libertaire

Face à l'incapacité des partis politiques à répondre aux attentes populaires, face au décalage entre les propositions des élites dominantes et la volonté démocratique

- des mouvements hors des structures traditionnelles (mouvement des indignés, collectifs...)
- des initiatives alternatives locales d'autogestion

s'organisent sans les partis, sans l'ambition de prendre le pouvoir central.

Ce courant de pensée, qui, pas nature, n'est pas présent dans les débats électoraux, s'inscrit dans le courant libertaire.